



**Dans les luttes,
dans les urnes,
construire une
alternative,
se rassembler,
développer et affirmer
le Front de Gauche**

Un an après avoir chassé Sarkozy, prenons la mesure de la situation

La domination économique libérale et les gouvernements ont provoqué en trente ans l'émiettement du salariat. L'absence de changement depuis un an a accru les réactions de désorientation, de désespoir. La droite réactionnaire et décomplexée, ainsi que le Front national ont leur fonds de commerce : il faudrait faire tourner la roue en arrière, défendre les vieilles « identités françaises », la terre, la famille et les morts... Le « social » leur sert de bluff attrape-tout.

Le mécontentement social se heurte aux discours de simple gestion de « la crise » et aux politiques soumises aux ordres du patronat et des institutions européennes. Mais les mobilisations peuvent changer le jeu politique. L'enjeu essentiel devient alors la construction d'une alternative rassemblant les résistances à la politique du gouvernement, des réponses immédiates, des éléments d'une alternative qui donne un horizon commun. Contre l'hégémonie que veut constituer le Front national, nous combattons pour l'égalité, les solidarités et l'émancipation, un nouveau vivre ensemble. Selon les sondages une majorité de personnes tiennent le capitalisme pour responsable de leur situation, le juge inamendable mais considère qu'aucun autre système n'apparaît dans leur horizon. Nous pouvons donc contribuer à ouvrir l'avenir, en France et en Europe, avec toutes les forces du mouvement social et avec le Front de Gauche.

L'automne 2013 est dominé par une accumulation d'événements traduisant une dégradation de la situation d'ensemble. Scrutin après scrutin, le Front national progresse dans un contexte d'abstentions massives des classes populaires. Celui-ci profite d'un climat délétère qui des Roms à l'affaire Leonarda empoisonne la vie politique et sociale dans une xénophobie encouragée par la droite et par l'équipe au pouvoir. Les plans de licenciements se multiplient partout, et en particulier en Bretagne. La crise économique s'aggrave, contrairement aux discours de reprise, mais aussi parce qu'avec l'adoption de l'ANI, le MEDEF dispose d'encore plus de marge de manœuvre juridique et politique pour licencier. Le patronat est à l'offensive et tente d'imposer la cohérence d'un projet de société.

Le gouvernement a renoncé à toute politique publique écologique digne de ce nom, (non-engagement d'une sortie des énergies carbonées et du nucléaire, exploitation du gaz de schistes toujours menaçante, incapacité à mettre fin aux grands projets inutiles (aéroport de Notre-Dame des Landes, ligne Lyon-Turin etc...)).

Tous ces éléments créent une situation particulièrement dangereuse, où le mouvement social et syndical connaît de nombreuses difficultés à s'affronter au patronat mais également... à un gouvernement de gauche ! Ce désarroi, cette absence de lisibilité d'une stratégie mobilisatrice, provoque une inertie dont la droite réactionnaire sait saisir les opportunités. En Bretagne, une colère légitime, des capacités réelles de mobilisation, sont obscurcies et dévoyées par une dynamique réactionnaire et anti-écologique.

Cette menace est d'autant plus grande que le désarroi grandit et que le FN accentue ses références au refus de la mondialisation, à la république, à la laïcité et même aux droits des femmes, accentuant encore la confusion politique et idéologique. Cette progression percute l'UMP et les différentes forces de droite qui sont en pleine recomposition. D'autres courants

d'extrême-droite alimentent aussi cette confusion en accentuant leurs références aux identités régionales.

Nous devons prendre la mesure du fossé qui sépare les aspirations au changement du fonctionnement actuel de la politique. Dans la mesure où une majorité ne voit pas comment changer, il est plus facile de penser exclure du partage de la pénurie celles et ceux qui ne sont pas comme soi, de faire des migrants, des pauvres, des jeunes ou des roms (ou encore des fonctionnaires) le bouc émissaire. La division, la haine, le racisme se développent et accompagnent fortement les discours en faveur de l'austérité.

C'est en prenant en compte les difficultés et la gravité de la situation qu'il nous faut agir. Il y a urgence à retrouver les voies d'une remobilisation en profondeur du monde du travail et de la population, et d'une alternative politique lisible.

Un an et demi après

Hollande est au pouvoir depuis plus d'un an. Son gouvernement va à l'encontre des aspirations des électeurs qui ont chassé Sarkozy. Sa politique s'apparente largement à celle qui fut menée par Tony Blair en Grande Bretagne : libérale, austéraitaire, sécuritaire, atlantiste.

François Hollande appuie sa politique de pacte avec le patronat sur l'hypothèse d'un retour chimérique de croissance économique. Mais les contradictions de la crise économique ouverte en 2008 sont toujours à l'œuvre, combinées avec l'approfondissement de la crise écologique.

La crise de la démocratie s'approfondit. Au lieu de s'attaquer à la crise de la représentation politique, François Hollande préfère célébrer la 5ème République et attaquer encore davantage la démocratie locale avec la loi de Métropolisation.

L'intrusion de la finance dans les décisions politiques est de plus en plus manifeste.

La crise morale ouverte par l'affaire Cahuzac n'a pas entraîné de renouveau. Bien au contraire, la politique tonitruante de Valls marque une très grave évolution. Elle entérine une victoire idéologique de la droite sur le terrain sécuritaire et de l'immigration. Un discours raciste désignant des boucs-émissaires (roms, musulmans, noirs, homosexuels ...), qui était l'apanage de l'extrême droite et de certains sarkozystes, se banalise dangereusement. La réforme fiscale contre « la finance » s'est transformée en reculs successifs (pigeons...), sauf pour les revenus moyens, ce qui provoque une révolte aux relents poujadistes. Justice (difficultés récurrentes de C. Taubira) ou Éducation nationale (malaise révélé par la crise des rythmes scolaires) : aucun secteur n'est épargné.

Contrairement aux apparences (rétablissement d'une partie des postes supprimés sous Sarkozy), l'éducation n'est pas épargnée par la politique d'austérité. Pour l'essentiel, la loi Peillon et la loi Fioraso entérinent les réformes libérales menées par les gouvernements précédents. La pseudo-réforme des rythmes scolaires ne répond pas au réel problème de l'échec scolaire qui frappe massivement les élèves issus des milieux populaires et la politique gouvernementale sur l'éducation aggrave les inégalités territoriales et sociales.

Seules font exception l'adoption du mariage pour tous et toutes et, en ce qui concerne les droits des femmes et des homosexuel-le-s, des annonces de mesures qui risquent de ne pas voir le jour faute de moyens nécessaires.

La défaite de Sarkozy n'a donc pas signifié la défaite du sarkozysme, qui avait imprégné des pans entiers de la société. La politique de François Hollande confirme également l'adaptation complète du Parti Socialiste à la logique présidentialiste de la Vème République, suivie d'un activisme guerrier et atlantiste. En témoigne l'engagement de la France au Mali, où elle s'installe durablement, et s'apprête à faire de même au Centrafrique. Elle a voulu être en première ligne pour une campagne de bombardements en Syrie, perspective abandonnée ensuite par les autres puissances.

Nous sommes opposés à ces interventions militaires. Mais il faut aussi reconnaître que depuis 2 ans et demi, le soutien des forces de gauche et démocratique à la lutte et à la résistance du peuple syrien a fait largement défaut. Il est nécessaire de sortir de cette inertie.

Au Mali, c'est au peuple malien de recouvrer sa souveraineté sans être aliéné par les intérêts de puissance de la France.

Soutenir les révolutions arabes

Les processus révolutionnaire arabes constituent depuis 2011 un des événements internationaux les plus décisifs marquant l'irruption des peuples sur la scène sociale et politique, pour le renversement de dictatures. Nous sommes solidaires de ces mouvements populaires pour la démocratie et les droits sociaux qui sont loin d'être terminés. Ils n'ont pas encore construit une représentation politique capable de fournir une solution à la question du pouvoir, à l'échelle de l'État et de l'auto-organisation sociale. La situation reste marquée par les échecs passés des révolutions nationales arabes, le retour du religieux, la faiblesse des organisations ouvrières (sauf en Tunisie), etc. Les processus révolutionnaires sont longs, chaotiques et déroutants. La contre-révolution marque des points par divers canaux (armées, anciens appareils d'État et anciens partis au pouvoir, intégrisme religieux comme moyen de discipline des peuples, interventions impérialistes, etc.). Mais nous ne devons pas projeter sur cette situation complexe des schémas du passé, dans des contextes historiques très différents. Nous dénonçons les tentatives d'incursions violentes des États impérialistes, qui ont pour but de contrôler ces régions, à l'opposé des intérêts populaires et de leur indépendance.

Il y a urgence à élargir le soutien des forces de gauche et démocratiques aux processus révolutionnaires en cours en Tunisie, en Égypte, en Syrie... et d'amplifier également la solidarité avec la lutte décisive que poursuit le peuple palestinien.

Résister et construire une alternative

Nous engageons toutes nos forces dans une bataille durable contre la politique du gouvernement qui ne peut conduire qu'à un désastre social et politique.

Cette action nécessite de lier ensemble une stratégie de mobilisation du mouvement social et de construction d'une alternative globale à gauche. Alternative politique de gauche et mouvement social sont en effet plus que jamais interdépendants. Ce gouvernement qui se dit de « gauche » contribue à boucher l'horizon et démobiliser son propre camp, alors qu'il cède très facilement aux pressions des patrons ou de la finance. Il est cependant possible de le mettre en difficulté (Notre Dame des Landes ou crise de la sidérurgie), si les luttes populaires élargissent les contradictions au sein de la coalition gouvernementale ou de la majorité parlementaire, et menacent leur crédibilité. Si nous n'y parvenons pas, c'est le FN qui s'érigera de plus en plus en recours.

La politique de ce gouvernement mène à l'échec et apparaît désormais à grande échelle sans légitimité vis-à-vis des aspirations exprimés par les électeurs qui ont porté la gauche au pouvoir en défaisant Sarkozy. La crise politique va grandissant. Ça ne peut plus durer, il faut «changer de cap» maintenant, le Front de Gauche doit chercher à construire un rassemblement de toutes les forces de gauche et écologistes, électeurs, militants, élus... qui partagent cette exigence, pour travailler à réunir une nouvelle majorité qui impose maintenant une vraie politique de gauche, un autre gouvernement, qui s'affronte aux marchés, au Medef, rompe avec les politiques sécuritaires et de stigmatisation.

Les capacités de résistance du monde du travail et de la jeunesse restent importantes. Les aspirations à une société plus juste, plus égalitaire, plus démocratique sont un moteur puissant de nombreuses résistances. La mobilisation de Notre-Dame des Landes en donne une illustration. Cela se voit à travers le large rassemblement qu'elle a su construire, la lutte auto organisée au quotidien avec ses relais sur l'ensemble du territoire, les débats qu'elle suscite pour une alternative au productivisme.

Nous proposons d'engager nos forces et celles du Front de Gauche dans des campagnes d'actions urgentes, qui illustrent les mesures d'urgences que prendrait une autre majorité, en accord avec les mouvements sociaux. Mais aussi de lutter contre la domination libérale en inversant les priorités du débat et de l'action publiques et de préparer des mobilisations nécessitant un travail de plus long terme.

Les urgences sociales, écologiques, et pour l'égalité des droits

► La situation et les affrontements en Bretagne illustrent l'urgence de la construction d'un mouvement social et politique indépendant du camp réactionnaire et liant besoins sociaux et urgences écologiques.

Cela implique :

- que les salariés défendent indépendamment des patrons leur emploi, leur revenu et droits sociaux dans le cadre d'une sécurité sociale professionnelle. Les entreprises qui font des profits doivent être interdites de licenciements.
- La concurrence salariale à l'intérieur de l'Union Européenne (qui frappe par exemple les abattoirs bretons) est intolérable. Il faut exiger un salaire minimum européen et des salaires de branche unifiés par le haut.
- L'État doit intervenir pour maintenir l'emploi soit directement soit en permettant une reprise effective de l'activité par les salariés eux-mêmes.
- Les pollueurs doivent être les payeurs : l'industrie polluante, les grosses exploitations agricoles, les entreprises de transports routiers, ne peuvent s'exonérer d'assumer les conséquences de leurs pollutions, mais doivent aussi contribuer au financement des alternatives écologiques. Elles ne peuvent surtout pas échapper au débat démocratique sur les changements urgents et indispensables du modèle productiviste actuel.
- Les subventions agricoles européennes doivent cesser de financer l'agriculture productiviste mais une agriculture paysanne respectueuse de l'environnement.

Ces propositions sont mises à la discussion dans le Front de Gauche pour que celui-ci soit co-acteur, en lien avec le mouvement social, de la construction d'une alternative mobilisatrice.

► **Les retraites** : on connaît leur importance dans les rapports de force depuis décembre 1995. Pour la première fois, un gouvernement de gauche prolonge toutes les attaques précédentes de la droite et notamment contre un acquis social porté par la gauche (retraite à 60 ans).

Les manifestations ont montré à la fois la disponibilité des équipes militantes, le rejet de la réforme par une majorité de l'opinion et de très faibles taux de grève, notamment dans la Fonction publique. Cette situation contradictoire nous contraint aussi à nous interroger sur les rapports de force sociaux, les effets profonds du sarkozysme, l'émiettement du salariat.

Nous devons poursuivre une bataille durable contre la loi retraite du gouvernement, en s'appuyant sur le cadre unitaire existant, et en tentant d'impliquer les équipes syndicales, l'ensemble du Front de Gauche, et le plus possible les forces critiques au sein du PS et EELV. Voté à l'Assemblée nationale le projet de loi a été rejeté au Sénat. La contradiction entre l'aspiration au changement et cette réforme est patente. On ne cessera donc pas d'exiger des députés et sénateurs de respecter ceux qui les ont élus, qu'ils refusent ou remettent en cause le premier vote de la majorité parlementaire, en opposant un autre projet à celui du gouvernement, basé sur le retour de la retraite à 60 ans et la hausse des seules cotisations patronales.

» **Pour un budget alternatif et une réforme fiscale radicale** : la bataille contre l'alignement du budget 2014 sur les oukases de la Commission européenne est décisive. Nous proposerons au Front de Gauche de rechercher les moyens d'une campagne publique unitaire d'ampleur (avec l'aide des économistes) pour un « contre-budget », pour dénoncer le coût du capital et les inégalités de revenus et de fortunes, pour créer massivement des emplois dans les services publics, réduire le budget militaire, pour construire une vraie réforme fiscale qui n'a pas eu lieu, autour d'un impôt sur le revenu réellement progressif, avec rétablissement des tranches supprimées depuis 15 ans, avec un vrai ISF, et une TVA allégée sur les produits de première nécessité, avec des créations d'emplois pour contrôler la fraude et l'évasion fiscale, Une manifestation de rue viendra appuyer ces exigences (1^{er} décembre) et leur donner toute leur portée politique.

» **Protection sociale et santé** : Un débat général doit avoir lieu sur le financement socialisé de la protection sociale, en opposition à la tentative de le remplacer par la fiscalisation (allocations familiales, CSG). Il faut retrouver la logique "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins" de la sécu à sa création. Une vraie démocratie dans la gestion de la protection de la protection sociale est possible et indispensable pour refaire de la protection sociale un outil collectif au service d'un bien commun, la santé pour tous Pour l'amélioration d'un service public de santé garantissant l'égalité devant les soins nous nous opposerons au management néolibéral de la santé et aux restructurations en cours en défendant un service public de proximité maillant le territoire. Dans l'immédiat, nous exigeons un moratoire sur toutes les restructurations et les fermetures de services d'urgence et de maternités en cours.

Nous nous associons et soutenons les initiatives de « Notre santé en danger » et celles contre les pratiques sécuritaires en psychiatrie, en gériatrie, dans les approches de la toxicomanie et dans l'accès aux soins des précaires.

» **Droits des chômeurs et des précaires** : la fin de l'année 2013 sera marquée par les négociations sur une nouvelle convention Unedic, largement obérée par l'accord ANI de janvier. Le patronat annonce le projet de rétablissement d'une dégressivité des allocations, en vue de compenser la légère taxation prévue des emplois précaires et l'augmentation du chômage liée aux licenciements. Il refuse toute augmentation des cotisations. Aucune allocation de chômage ne devrait être inférieure au SMIC. Pôle emploi doit devenir un service public pour les chômeurs. Le soutien à la lutte des organisations de chômeurs passera notamment par le succès de la manifestation du 7 décembre 2013, auquel le Front de Gauche devra participer activement.

Pour lutter contre la précarité, en particulier celle des femmes, nous soutenons tous les combats contre la généralisation des CDD et des temps partiels imposés, dans le privé comme dans le secteur public, ainsi qu'une forte hausse des minima sociaux.

» **Agir contre les licenciements** : face aux fermetures d'entreprises, les décisions de travailleurs/euses de reprendre leurs outils de travail sous forme de coopératives doivent être particulièrement soutenues. C'est particulièrement le cas des Fralib qui, après SeaFrance, Helio-Corbeil, Fontanille, SET et Pilpa, montrent les potentialités autogestionnaires des luttes sociales. Nous soutiendrons les Fralib en faisant connaître leur projet de maintien de la production et de relance d'une filière régionale d'arômes naturels, en relayant le mot d'ordre de boycott des produits Unilever. Le Front de Gauche doit achever sa proposition de loi contre les licenciements, notamment sur la question du droit de veto, des moyens de définir des alternatives, et l'exigence de la sécurité sociale professionnelle (voir ci-après).

► **Luttes écologiques :** Nous serons présents dans toutes les luttes écologiques, de Notre Dame des Landes aux combats contre l'extractivisme. Nous appuierons les démarches alternatives, pour un développement équilibré des territoires, une alterconsommation, la sobriété énergétique.

Le croisement des dimensions écologique, démocratique, sociale de notre projet lui donnent sa cohérence, aussi nous porterons une vision globale de la reconversion de l'économie, s'appuyant sur l'initiative populaire et citoyenne. Nous devons donc expliquer, proposer, mobiliser. Nous participerons à toutes les luttes écologiques et pour la transition énergétique, de la bataille de l'aéroport de Notre Dame des Landes et autres grands projets inutiles, au refus des gaz de schistes, et pour une sortie du nucléaire sur la base de l'«appel solennel» de mars 2011 adopté après la catastrophe de Fukushima. En même temps nous défendons l'abandon du nucléaire militaire. Nous participerons à tous les débats pour des alternatives au productivisme dans le cadre du Front thématique du Front de Gauche comme avec d'autres partenaires. Nous travaillerons à construire des passerelles entre ces luttes et les luttes pour la défense de l'emploi.

► **Pour l'égalité des droits et contre les discriminations :**

- La loi sur l'égalité femmes-hommes : nous n'accepterons aucun recul sur le droit à l'avortement. Nous agissons pour son remboursement intégral. Nous participons aux luttes unitaires pour la défense des CIVG. Nous exigeons que les lois déjà votées sur l'égalité salariale soient traduites dans les faits par des mesures de sanction, qui auraient dû être actées dans les deux Conférences sociales (2012 et 2013). Nous défendons l'interdiction du temps partiel imposé, en lien avec la mise en place d'une vraie réduction du temps de travail. Nous défendons un plan d'ouvertures de crèches publiques (les besoins sont évalués à 500 000 places) et d'équipement collectifs pour la petite enfance (ce qui passe par de nouveaux moyens aux collectivités territoriales, à l'opposé des logiques austéritaires), garantie indispensable pour consolider la volonté d'accès à l'emploi des femmes.
- Nous soutenons les luttes LGBT, notamment le droit au mariage quelle que soit la nationalité du conjoint, le droit à la procréation médicale assistée (PMA) pour toutes les femmes ayant un projet parental, le droit à l'adoption conjointe hors mariage, le droit au changement d'état civil libre et gratuit pour les personnes transgenre. Nous participons sur tout le territoire aux marches des fiertés.
- Les populations des quartiers populaires et notamment celles issues de l'immigration sont les premières touchées par les discriminations et les politiques sécuritaires. La lutte contre ces discriminations et contre la relégation des quartiers populaires est une priorité pour œuvrer à l'unité du peuple afin d'élaborer une alternative. C'est un objectif de longue haleine.
- Nous soutenons l'Appel Égalité des droits et les préparatifs de mobilisation pour l'anniversaire de la marche de 1983. Nous combattons la logique sécuritaire et discriminatoire de Manuel Valls, notamment sur les Roms et les sans-papiers, qui rappelle trop le climat raciste engendré par le discours de Grenoble de Sarkozy (2010). Nous faisons ces propositions dans le FT immigration et dans tous les cadres unitaires.
- La persistance et l'aggravation du racisme et de la xénophobie impliquent plus que jamais que notre regroupement mette en avant parmi ses priorités la lutte implacable contre toutes les formes de racisme et de xénophobie, génératrices de divisions parmi les

opprimés. Nous défendrons une logique d'égalité des droits, à commencer par la régularisation des sans-papiers, le droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers, l'extension du droit d'asile aux victimes de violences de genre ou liées à l'orientation sexuelle.

- Dans le combat contre l'extrême-droite, nous soutiendrons l'initiative intersyndicale de janvier 2014 contre la menace représentée par le Front National.

Des campagnes d'action durables nécessitant un travail préparatoire d'élaboration

» **La réduction du temps de travail pour lutter contre le chômage, pour le droit à l'emploi :** C'est un combat sur la durée que nous devons engager pour contrecarrer le chômage, imposer le plein emploi, réduire le temps de travail. Malgré les incantations de Hollande, une grande partie des salariés, en particulier les plus jeunes, sont plongés dans la précarité et le sous-emploi. Le chômage de masse pèse sur les capacités de mobilisation. Nous devons agir (élaboration propre et travail dans la commission économique du Front de Gauche notamment) pour remettre à l'ordre du jour politique l'aspiration à une réduction massive de la durée du travail, des 35 heures à généraliser aux 30 heures, avec la création d'emplois correspondant sous le contrôle des salariés, pour des créations d'emplois utiles et qualifiés, basés sur une alternative au travail sous contrainte libérale (sans flexibilité), et consolidés par la socialisation du salaire. Une nouvelle loi de RTT s'impose, en même temps qu'un Plan global de Sécurité sociale professionnelle (abolissant la loi dite de « sécurisation d'emploi »), bloquant les licenciements, garantissant le maintien des salaires et permettant la recherche d'alternatives aux suppressions d'emplois (droit de veto, économie sociale et solidaire, coopératives...) et des reconversions industrielles nécessaires en raison de l'urgence d'une transition écologique et énergétique. Le Front des luttes doit contribuer à une coordination des luttes contre les licenciements et animer à l'échelle nationale une campagne militante autour d'un projet de loi pour la réduction du temps de travail, pour la création d'emploi contre les licenciements.

» **Transition énergétique :** Cette transition est pour nous un enjeu social, démocratique et écologique. Elle implique une réduction importante de la consommation d'énergie dans les pays du Nord, conjuguant l'efficacité et la sobriété. Elle devra intégrer une sortie des énergies carbonées et du nucléaire en France. La France sera le pays d'accueil de la prochaine Conférence environnementale en 2015, à la suite du nouveau rapport du GIEC, qui précise son diagnostic d'alerte mondiale sur le climat. Un nouvel échec comme à Copenhague serait catastrophique. Il nous faut donc convaincre le Front de Gauche de participer très activement aux cadres de mobilisation citoyens préparatoires, nationaux et internationaux, pour contraindre les pays, et d'abord l'Europe, à prendre les mesures de transition énergétique et de reconversion industrielle qui s'imposent.

» **Traité transatlantique :** nous sommes pleinement engagés, avec le Front de Gauche et le mouvement social de résistance, dans les mobilisations unitaires pour faire capoter ce projet alignant les peuples sur la logique libérale mondialisée, imposée par les États-Unis et les institutions européennes. En même temps, nous combattons les Traités bilatéraux de libre-échange notamment avec les pays d'Amérique Latine ou d'Afrique.



» **Europe** : Nous prenons part à toutes les mobilisations ou rendez-vous (alter-sommets) visant à coordonner les mouvements de résistance contre l'Europe des traités libéraux et des pactes austéritaires, et dégager une alternative. C'est le projet que nous défendrons dans la campagne électorale de 2014.

Agir dans les mobilisations, faire naître l'alternative

Une dynamique d'intervention populaire massive et prolongée sera nécessaire pour rendre possible une rupture avec les politiques libérales et productivistes, contrecarrer les forces réactionnaires. Une nouvelle hégémonie politique est indispensable à la révolution citoyenne et démocratique que nous visons.

De même, la question de l'alternative au capitalisme ne se pose pas pour plus tard, dans la suite de luttes d'opposition. Elle se pose tout de suite pour dynamiser et légitimer les luttes en leur donnant la perspective de nouveaux possibles. Elle ne se réduit pas non plus aux institutions politiques.

Cela implique la combinaison de mobilisations sociales fortes et la construction d'un rassemblement porteur d'une dynamique majoritaire, culturelle, idéologique avec les exigences féministes et anti-racistes, les idées d'égalité, de justice sociale, d'impératif écologique...

Nous voulons concrétiser de nouvelles alliances entre forces politiques de gauche opposées à la politique menée par le gouvernement PS-EELV et des forces issues du mouvement social.

Malgré les difficultés des mobilisations, des forces existent qui aspirent à une véritable alternative, une politique de gauche qui oserait se confronter à la finance et au patronat. Ces forces cherchent à s'exprimer dans les mobilisations sociales multiples: débat nationalisation de la sidérurgie, débats licenciements, écologie, etc. Elles se retrouvent même au sein de certaines prises de position d'Europe Écologie et de la gauche du parti Socialiste. Elles savent que la politique de ce gouvernement mène à l'échec et apparaît désormais à grande échelle sans légitimité vis-à-vis des aspirations qui ont porté la gauche au pouvoir. La crise politique va grandissant. Ça ne peut plus durer, il faut «changer de cap» maintenant.

Le Front de Gauche doit chercher à construire un rassemblement de toutes les forces, politiques de gauche, syndicales et associatives et, au-delà, de tous les citoyens qui partagent cette exigence. Il a une responsabilité particulière : promouvoir et créer les conditions de l'émergence d'alternative politique au gouvernement Ayrault, d'une majorité et d'un gouvernement qui mènerait une politique de transformation sociale et écologique. Cette nécessité politique peut naître d'une crise sociale ou politique (à la suite de défaites électorales ou de pertes de légitimité du pouvoir). Une majorité nouvelle à gauche ne peut pas être une simple alternance d'équipe gouvernementale autour des mêmes logiques sociale-libérales.

Après la manifestation de Mai et les Assises de Juin, le Front de Gauche doit donc poursuivre une démarche de rassemblement et d'alternative politique à l'austérité. En l'absence d'une telle réponse, la désespérance ou la colère ouvriraient un large espace aux politiques de droite extrême ou au Front national. Contribuer à faire naître les conditions d'une alternative est donc aussi un enjeu décisif par rapport à la menace de l'extrême-droite.

Se regrouper dans le Front de Gauche, et pour le développement de tous les combats émancipateurs

Le choix du Front de Gauche comme construction d'une alternative politique et comme lieu d'initiatives est confirmé par les événements de 2012 et par les deux manifestations en septembre 2012 et mai dernier. Le Front de Gauche est un acquis précieux, la condition pour que se développe un instrument politique à la gauche du PS.

Cette polarité du Front de Gauche amène beaucoup d'animateurs du mouvement social et syndical à s'y référer. Son élargissement doit se poursuivre aux forces de gauche et écologistes qui pourraient le rejoindre que ce soit le NPA, LO, des secteurs du PS et d'EELV en opposition aux choix gouvernementaux, certains courants de l'écologie radicale et de l'objection de croissance, des libertaires.

Cet acquis est cependant d'une grande fragilité. Il est pour l'heure demeuré un cartel, malgré l'existence d'espaces de débats et d'initiatives (Assemblées citoyennes, Fronts thématiques...) et a montré sa difficulté à prolonger la dynamique de la présidentielle. Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes étaient alors engagés, mais ont ensuite eu du mal à se retrouver dans un Front de Gauche qui trop souvent ne s'est pas ouvert pour les accueillir.

S'il constitue aujourd'hui le seul cadre politique qui permet d'engager la construction à une échelle large d'une perspective politique contre la droite et l'extrême droite, alternative au social libéralisme, il doit, pour être à la hauteur de cette tâche, se doter d'une orientation et d'une structuration qui répondent aux défis historiques et politiques de la période.

Ainsi, malgré le succès de la manifestation du 5 mai et des assises du 16 juin, un bilan sur la faiblesse de la campagne anti-austérité est nécessaire. Le travail de débat et de co-élaboration entre composantes du Front de Gauche, espaces citoyens et ses élus nationaux et locaux doit être renforcé. Il doit aussi résister aux forces centrifuges qui le traversent.

Enfin, le Front de Gauche doit également prendre à bras-le-corps la réflexion sur le projet alternatif et la stratégie du changement de société, bien au-delà du programme électoral "L'Humain d'abord". Par ailleurs, certaines mobilisations, en particulier dans le domaine écologiste (ND des Landes, lutte pour la sortie du nucléaire ou contre les politiques extractivistes) se sont pas menées au sein du Front de Gauche mais peuvent l'être dans des cadres unitaires différenciés. Des questions politiques fortes (politique internationale par exemple) demandent une élaboration collective nouvelle.

Dès lors, notre regroupement prend tout son sens. Il ne s'agit pas seulement de faire naître une nouvelle force anticapitaliste et écologiste, mais de défendre un projet global pour le Front de Gauche et pour les mobilisations, et de mettre en œuvre une logique de convergence et dépassement de courants politiques qui pourrait également s'effectuer à une plus large échelle.

C'est bien l'enjeu des 23 et 24 novembre : une union de courants dans le Front de Gauche :

- pour contribuer à ce qu'il se constitue à terme comme une nouvelle force politique de gauche porteuse d'une stratégie de transformation sociale et écologique ;
- pour être partie prenante d'initiatives et d'actions unitaires auxquelles le Front de Gauche ne s'associerait pas en tant que tel (par absence d'accord ou de consensus en son sein).



Le regroupement doit être porteur de propositions unitaires aux instances du Front de Gauche : faire du Front de Gauche une force politique active, à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, qui se donne les moyens d'intervenir au quotidien, de construire des positions communes

Cela suppose un renforcement et un nouvel élan donné aux différents espaces du Front de Gauche, Assemblées Citoyennes, Fronts Thématiques, Conseil national (dont la composition doit être renouvelée et la fonction repensée), Coordination Nationale (qui doit se doter d'un secrétariat), ce qui suppose une augmentation du budget du Front de Gauche

La mise en œuvre des objectifs définis dans le texte commun sur le « Développement du Front de Gauche », notamment sur l'organisation d'initiatives nationales du Front de Gauche permettant aux différents espaces militants, aux forces membres des partis politiques comme aux citoyens qui n'en sont pas membres, de partager les expériences, de réfléchir ensemble aux perspectives communes du Front de Gauche.

La poursuite du travail d'élaboration d'un projet d'émancipation : « Eco socialisme », « communisme de nouvelle génération », « révolution démocratique et écologiste »... quel socle et quelle visée commune pouvons-nous construire et porter ensemble pour ouvrir un autre horizon que le règne de la concurrence et du repli sur soi ?

Il entend mettre en débat dans le Front de Gauche et au-delà, dans le mouvement social et dans les luttes un ensemble de mesures d'urgence sociales, écologiques et démocratiques articulées avec un programme de transformation sociale qui fasse le pont entre les revendications immédiates et le projet de société que nous défendons : un programme de transition et d'alternative pour le 21ème siècle.

Des éléments existent dans le programme du Front de Gauche, ils émergent des mobilisations d'associations, d'organisations syndicales. Reste à les enrichir, les systématiser, les concrétiser dans une démarche de transformation sociale, écologique et politique radicale.

C'est également sur le terrain du fonctionnement et des modes de débat et d'élaboration militants que le regroupement doit être un point d'appui pour le Front de Gauche. Organiser le débat, la confrontation, de manière respectueuse et constructive, produire des propositions et initiatives, dépassant le stade du simple plus petit dénominateur commun, favoriser localement le fonctionnement d'assemblées citoyennes de type laboratoire-atelier, favoriser toutes les constructions unitaires et la coopération sur un pied d'égalité avec les organisations syndicales et du mouvement social...

Notre regroupement sera porteur d'une intervention militante dans les luttes, dans le mouvement social, dans les associations qui se battent pour l'extension des droits...

Il agira pour une alternative sociale, écologique, féministe, en rupture avec la logique capitaliste et productiviste. Il s'enrichit dès à présent des apports d'une écologie radicale, des courants altermondialistes, éco-socialistes, marxistes révolutionnaires, communistes et alter-communistes, autogestionnaires, des apports du mouvement social.

Il est un outil pour l'auto organisation et l'autogestion, l'unité populaire, l'émancipation, l'extension de la démocratie dans tous les domaines de la vie sociale.